

## **Communiqué de presse: Le vendredi 7 juin 2024 nous avons protesté contre Elbit Systems, dans l'usine de Rami Swiss, en solidarité avec le peuple palestinien**

Nous avons mené une action pacifique et sans dégradation dans l'usine de Rami Swiss, sous-traitant direct et financé par le groupe Elbit Systems à Courtételle dans le canton du Jura. Cette action a été menée, en protestation contre le génocide perpétré par l'armée israélienne, dont les massacres se poursuivent encore à l'heure où nous publions ce communiqué. Pas plus tard que ce week-end, le camp de Nuseirat dans la bande à Gaza a été la cible du massacre de plus de 300 civils·e·s et 400 blessés·e·s. Nous sommes face au pire génocide actuel.

La Cour Internationale de Justice (CIJ), la plus haute juridiction des Nations Unies (ONU), a appelé à prendre des mesures immédiates pour éviter tous les actes de génocide. Le procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) a demandé un mandat d'arrêt pour crime de guerre et crime contre l'humanité à l'encontre du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Elbit Systems est une entreprise d'armement qui appartient au ministère des armées du gouvernement d'occupation israélien. Ils produisent 85 % de l'équipement terrestre et des drones de l'armée israélienne. L'usine de Courtételle produit notamment, pour le compte d'Elbit Systems, des antennes et des scanners essentiels à la fabrication des missiles, drones, véhicules navals, terrestres et aériens.

Ce matériel est utilisé par l'armée d'occupation qui commet un génocide depuis plus de 9 mois à Gaza. C'est pour cette raison que nous sommes entrés·e·s dans l'entreprise et avons exprimé notre colère, notre indignation et mis la direction face à ses responsabilités. Nous nous sommes exprimés·e·s par la voie de slogans, de discours et d'un tract que nous avons lu, dont vous trouverez une copie en annexe.

Après nous être exprimés·e·s, nous avons quitté les lieux. À notre sortie nous avons été interpellés·e·s par la police sur le chemin, avons été soumis·e·s à un contrôle d'identité et été contraints·e·s par la force, de déverrouiller nos téléphones portables et d'effacer toutes vidéos, photos et preuves de notre passage et du déroulement de notre action. Cependant, face à la nécessité et la justesse morale de notre action et malgré les moyens utilisés par la police pour l'invisibiliser, une partie des images ont pu être préservées et compilées tel que ci-joint. Nous avons décidé de protéger l'anonymat des employé·e·s de l'entreprise.

Il est incompréhensible que la démocratie helvétique, dite neutre et vue comme l'une des meilleures au monde, s'implique directement dans ce génocide par la fabrication sur son propre sol de pièces essentielles au matériel militaire utilisé par l'armée Israélienne. Selon les lois suisses, il est interdit de fournir du matériel militaire à un pays qui ne respecte pas les droits humains, en guerre ou dans de nombreuses autres conditions. Nous exigeons des explications de la part du gouvernement.

Pour nous, membres de la société civile, il était important de mener cette action. Nous ne tolérerons pas, ni aujourd'hui, ni demain, les massacres perpétrés sur la bande de Gaza ou en Palestine occupée. Nous nous chargerons de rappeler et de condamner les criminels·les de guerre et leurs complices. Comme pour les crimes du passé, "ni oubli, ni pardon" !

*Vous retrouverez leurs activités en suisse sur leur site : <https://elbitsystems-ch.com/articles/projects/>*

*Vous retrouverez en annexe de ce communiqué :*

- deux photos et une vidéo de notre action ;*
- le flyer que nous avons remis aux employés de l'usine.*

**Comité romand de soutien au peuple palestinien de juin 2024**